

Département de la Lozère

Commune d' :

\*

**ALLENC**

\*

Zonage d'assainissement des eaux usées

Révision n°1

## **DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE**

***ZONAGE D'ASSAINISSEMENT***

***Révision n°1***

*Avril 2017*



# Sommaire

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>RAPPELS SUR LE CONTEXTE, LES OBJECTIFS ET LES ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....</b>	<b>6</b>
I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	6
I.1. Réglementation relative à l'assainissement .....	6
I.2. Réglementation relative à l'enquête publique.....	6
II. RAPPELS SUR LES OBJECTIFS ET ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....	8
II.1. Le zonage d'assainissement .....	8
II.2. L'assainissement collectif des eaux usées.....	9
II.3. L'assainissement non collectif des eaux usées.....	10
II.4. Le SPANC : Conseil, suivi et contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.....	13
II.5. L'assainissement des eaux pluviales.....	14
<b>NOTICE EXPLICATIVE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>16</b>
I. DONNEES GENERALES SUR LA COMMUNE.....	16
I.1. Présentation générale de la commune .....	16
I.2. Contexte géologique et hydrogéologique.....	19
I.3. Contexte environnemental.....	21
I.4. Situation actuelle de l'assainissement.....	22
I.5. Projet de raccordement du hameau de Mas Planti.....	22
II. MODIFICATIONS APPORTEES AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....	23
II.1. Zones en Assainissement collectif.....	23
II.2. Incidences des modifications sur la station d'épuration d'Allenc .....	25
II.3. Zones en assainissement non collectif.....	25
III. CARTES DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES .....	27
IV. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES.....	28
IV.1. Problématique de gestion quantitative des eaux pluviales.....	28
IV.2. Problématique de gestion qualitative des eaux pluviales.....	28
IV.3. Choix du zonage d'assainissement des eaux pluviales.....	29
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>29</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>30</b>
I. CARTE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DU SECTEUR DU VILLAGE D'ALLENCE .....	30
II. DELIBERATION DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DE LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	31
III. DECISION RENDUE PAR L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR L'EXAMEN AU CAS PAR CAS.....	32

## Préambule

Depuis quelques années, la qualité de l'environnement, et plus particulièrement celle des eaux superficielles et souterraines, est une préoccupation pour chaque citoyen. Une des traductions de cette constatation réside dans le développement et l'adaptation de l'outil réglementaire.

C'est dans ce contexte, que la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 introduit, dans son principe, que « l'eau fait partie du patrimoine commun et sa protection est d'intérêt général ». Ainsi, la protection des ressources est un enjeu collectif au même titre que la lutte contre les pollutions domestiques. La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a permis de renforcer ces orientations en donnant les outils en vue d'atteindre en 2015 l'objectif de « bon état » des eaux fixé par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), d'améliorer le service public de l'eau et de l'assainissement et de donner un accès à l'eau pour tous avec une gestion plus transparente.

### ➤ Objectifs et enjeux du zonage d'assainissement :

**Les collectivités doivent établir un zonage d'assainissement sur l'ensemble de leur territoire selon l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.** Ce zonage a pour but de lancer une réflexion globale et de délimiter les différentes zones d'assainissement:

- **Les zones d'assainissement collectif**
- **Les zones d'assainissement non collectif**
- **Les autres zones d'assainissement (*eaux pluviales et de ruissellement*)**

Le zonage permet une réflexion globale et prospective en tant qu'outil de planification et de programmation de travaux et doit être en cohérence avec les documents d'urbanisme.

En zone rurale, il constitue un enjeu économique majeur et environnemental étant donné les capacités d'investissement et la sensibilité des milieux.

### ➤ Contexte de l'étude :

Les études préalables au zonage d'assainissement via l'élaboration du schéma directeur d'assainissement ont été réalisées en 2012 par le bureau d'études AQUA SERVICES et le premier dossier d'enquête publique fut publié en Novembre 2012.

L'enquête publique relative au premier zonage d'assainissement s'est déroulée du 11/02/2013 au 13/03/2013.

Par délibération du 13/09/2013, le Conseil Municipal de la Mairie d'ALLENCE a approuvé le premier zonage d'assainissement de la commune.

Etant donné les travaux projetés d'extension du réseau d'assainissement collectif permettant le raccordement d'habitations supplémentaires au réseau d'assainissement collectif existant, le Conseil Municipal souhaite aujourd'hui modifier le zonage d'assainissement afin de l'adapter aux prochaines modifications de réseaux.

Cette révision du zonage d'assainissement existant fait l'objet d'une nouvelle carte de zonage d'assainissement qui devra être soumise elle aussi à enquête publique.

En effet, l'étude de zonage d'assainissement est soumise à enquête publique comme le précise les articles R2224-8 et 9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le zonage d'assainissement approuvé est en effet intégré dans les annexes sanitaires des documents d'urbanisme généraux de la commune (carte communale, PLU) s'ils existent. Il est ainsi rendu opposable aux tiers. Il est alors consulté pour tout nouveau Certificat d'Urbanisme ou Permis de Construire.

A ce titre, le présent document constitue la révision n°1 du zonage d'assainissement eaux usées de la commune d'ALLENC qui comprend la présente notice justifiant le zonage ainsi qu'une carte de zonage d'assainissement pour le secteur ayant été modifié.

L'enquête publique a pour but de présenter aux habitants les modifications apportées au périmètre d'assainissement collectif. Elle permettra aussi **de recueillir leurs appréciations, suggestions et contre-propositions** afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

**NB : Seules les modifications par rapport au premier zonage d'assainissement de 2012 ont été intégrées à ce dossier et correspondent aux secteurs des hameaux du Puech et du Mas Planti.**

**Aussi, les informations manquantes situées dans les documents édités dans le cadre du premier zonage d'assainissement sont disponibles et consultables en Mairie d'Allenc.**

➤ **Acteurs de l'étude :**

Les acteurs principaux de cette étude sont :

Adresse	Téléphone	Personnes à contacter
<b>Maître d'ouvrage : Commune d'ALLENC</b>		
Mairie 48 190 ALLENC	04.66.47.66.79 <a href="mailto:allenc.mairie@wanadoo.fr">allenc.mairie@wanadoo.fr</a> <i>Horaires d'ouverture :</i> <i>Lundi : 8h-12h/13h30-18h</i> <i>Jeudi : 8h-12h/13h30-17h30</i> <i>Vendredi : 8h-12h</i>	M. ANDRE ( <i>Maire</i> )
<b>Bureau d'études : Aqua Services</b>		
8, rue de Wunsiedel 48 000 MENDE	04.66.65.31.23 <a href="mailto:aquaservices@wanadoo.fr">aquaservices@wanadoo.fr</a>	M. MOPPERT M. GERMAIN
<b>Service Instructeur : DDT, Service de la Police de l'Eau</b>		
4, av. de la Gare, 48 005 MENDE Cedex	04.66.49.45.10 <a href="mailto:didier.vigouroux@lozere.gouv.fr">didier.vigouroux@lozere.gouv.fr</a>	M. VIGOUROUX

# Rappels sur le contexte, les objectifs et les enjeux du zonage d'assainissement

## **I. CONTEXTE REGLEMENTAIRE**

### **I.1. Réglementation relative à l'assainissement**

Le tableau suivant résume les principaux éléments de la législation concernant le projet d'assainissement :

<b>Directive Européenne du 21/05/91</b>	Relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU).
<b>Loi sur l'Eau N° 2006-1172 du 03/12/06</b>	Concernant l'assainissement et vise à assurer notamment : - la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, - le développement et la protection de la ressource en eau.
<b>Décret du 11 septembre 2007</b>	Relatif aux redevances d'assainissement et au régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.
<b>D.T.U. 64-1</b>	Document définissant les règles de l'art pour la mise en œuvre des ouvrages d'assainissement autonome.
<b>Circulaire du 15 Février 2008</b>	Circulaire relative à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées.
<b>Arrêté du 7 septembre 2009 relatif à l'ANC</b>	Arrêté définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
<b>Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009</b>	Arrêté fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution inférieure à 1,2 kg de DBO <sub>5</sub> /j
<b>Arrêté du 27 avril 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009</b>	Arrêté fixant les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
<b>Arrêté du 21 juillet 2015 remplaçant l'arrêté du 22 juin 2007</b>	Prescriptions techniques minimales relatives à la conception, à la gestion, au traitement et au contrôle des systèmes d'assainissement collectif et non collectif recevant une charge brute de pollution supérieure à 1,2 kg/j de DBO <sub>5</sub>

### **I.2. Réglementation relative à l'enquête publique**

Les textes régissant le déroulement de l'enquête publique sont les suivants :

<b>CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	Articles L2224-8 et L 2224-10 Articles R2224-8 et R2224-9
<b>CODE DE L'ENVIRONNEMENT</b>	Chapitre III du titre II du livre Ier (parties législatives et réglementaires) Articles L123-1 et suivants Articles R123-1 et suivants

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

**Article L. 2224-10 du C.G.C.T.**

**Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :**

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;**

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Conformément aux dispositions du Code Général de Collectivités Territoriales (article R 2224-8), le projet de modification du zonage d'assainissement est soumis à l'enquête publique par le Maire ou le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-7 du Code de l'Environnement. L'organisation de l'enquête est régie par les dispositions des articles L123-1 et suivantes et R123-1 et suivants du Code de l'Environnement.

*« Art. R. 2224-8. – L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-7 du Code de l'Environnement ».*

Par ailleurs, l'article R 2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que :

*« Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif ».*

Il est important de préciser que la procédure de mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le Décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2012.

Ce dernier détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes ;
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet ;
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête ;
- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;

- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

## **II. RAPPELS SUR LES OBJECTIFS ET ENJEUX DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

### **II.1. Le zonage d'assainissement**

**Le zonage d'assainissement a pour but de délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif. Il détermine les périmètres d'intervention des services d'assainissement non collectif (SPANC) et collectif (collectivité : commune, intercommunalité, syndicat...).**

Le zonage n'est donc pas un document de programmation de travaux, il ne crée pas de droit acquis pour les tiers, ne fige pas une situation en matière d'assainissement et n'a pas d'effet sur l'exercice par la commune de ses compétences. Ceci entraîne plusieurs conséquences :

- en délimitant les zones, la commune ne s'engage pas à réaliser des équipements publics, ni à étendre les réseaux existants ;
- les constructions situées en zone " assainissement collectif " ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel aux normes et maintenu en bon état de fonctionnement, même pour les constructions neuves ;
- le zonage est susceptible d'évoluer, pour tenir compte de situations nouvelles. Par exemple, des projets d'urbanisation à moyen terme peuvent amener la commune à vouloir modifier certaines zones initialement "non collectives" en zones " collectives ". Toute modification du zonage devra alors être de nouveau soumise à enquête publique ;
- il n'est pas nécessaire que les zones d'assainissement soient définies pour que la commune mette en place un service de contrôle et éventuellement d'entretien des installations (SPANC), même si le zonage constitue un préalable logique.

La délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif doit être cohérente avec les contraintes pesant sur l'aménagement de la commune : servitudes de protection des points de captages d'eau potable, documents d'urbanisme...

Les conclusions de l'étude de zonage peuvent amener la commune à définir des prescriptions complémentaires sur certaines parties de son territoire, par exemple l'interdiction de certaines filières d'assainissement non-collectif dans des secteurs fragiles. Ces prescriptions doivent être rendues opposables aux tiers et portées à leur connaissance. La commune peut ainsi :

- traduire ces dispositions dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme (ou de la Carte Communale), lorsqu'il existe. Ceci ne peut être envisagé que pour des prescriptions particulièrement simples (*interdiction d'une filière par exemple*) ;
- prendre un arrêté municipal édictant des prescriptions. Cela peut permettre, par exemple, d'écarter certaines filières d'assainissement non collectif dans une partie de la commune si, au vu des informations recueillies lors du zonage, la nature des sols n'y permet pas une bonne infiltration et épuration des eaux usées ;

Les zones d'assainissement ne constituent pas un élément des documents graphiques de la carte communale ou du PLU au sens de l'article R.123-18 du code de l'urbanisme mais elles devront figurer dans les annexes sanitaires du PLU.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 Décembre 2006 ainsi que l'article L.2224-8 du code des collectivités territoriales fixent la date avant laquelle les communes procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012,



puis selon une périodicité qui ne peut excéder dix ans. Les propriétaires de ses installations autonomes, sont tenus de faire procéder le cas échéant aux travaux prescrits à l'issue du contrôle, dans les 4 ans.

## **II.2. L'assainissement collectif des eaux usées**

### **II.2.a. Contexte réglementaire**

En matière d'assainissement, **dans les zones collectives, la commune est responsable d'assurer la collecte, l'évacuation et le traitement des eaux usées tout en préservant la qualité des milieux naturels et en respectant la réglementation en vigueur ainsi que l'équilibre budgétaire du service.**

Dans le cadre de ses prérogatives de pouvoir de police générale, le maire (si celle-ci n'a pas été transférée) a pour mission d'assurer la salubrité publique sur tout le territoire communal.

A ce titre, il doit prévenir, par des précautions convenables, et faire cesser les pollutions de toute nature et s'il y a lieu, provoquer l'intervention du représentant de l'état dans le département (*Code général des collectivités territoriales, art. L.2212-2*). Le maire surveille au point de vue de la salubrité, l'état des ruisseaux, rivières, étangs, mares ou amas d'eau (*Code général des collectivités territoriales, art. L.2213-39*). Il doit ordonner les mesures nécessaires pour assurer l'assainissement (*Code général des collectivités territoriales, art. L.2213-30*) et prescrire les mesures nécessaires pour faire cesser toutes causes d'insalubrité (*Code général des collectivités territoriales, art. L.2213-31*).

### **II.2.b. Objectifs et Enjeux**

Dans les zones en assainissement collectif, **les communes sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet** ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées et des sous-produits de l'épuration (*boues et matières de vidange*). **Le coût du service d'assainissement est alors répercuté par le biais d'une redevance aux usagers.**

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique rend **obligatoire le raccordement des habitations aux réseaux d'eaux usées domestiques** dans les délais suivants après la mise en service du réseau.

- sans délai pour les immeubles neufs ;
- dans les 2 ans pour les immeubles antérieurs au réseau d'égouts.

**NB :** Le raccordement doit comprendre la déconnexion des systèmes de prétraitement existants (fosse septique par exemple) s'il y a lieu.

Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office, et aux frais de l'intéressé, aux travaux indispensables. La commune a la possibilité de percevoir une somme au moins équivalente à la redevance assainissement auprès des propriétaires qui ne se sont pas raccordés au réseau.

Une prolongation de délai de raccordement peut être accordée aux propriétaires d'immeubles ayant fait l'objet d'un permis de construire datant de moins de dix ans, lorsque ces immeubles sont pourvus d'une installation réglementaire d'assainissement non collectif autorisée par le permis de construire et en bon état de fonctionnement (*arrêté du 19 juillet 1960 complété par l'arrêté du 28 février 1986*).

Plusieurs catégories d'immeubles sont exonérées de cette obligation de raccordement :

- les immeubles difficilement raccordables (écoulements non gravitaires), dès lors qu'ils sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif conforme ;
- les immeubles abandonnés ;
- les immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés.

Dans le cas des zones d'assainissement collectif non desservies par un réseau de collecte des eaux usées, **la réglementation impose au particulier un équipement individuel aux normes dans l'attente des travaux.**

La commune ne s'engage pas à réaliser les équipements publics dans un quelconque délai. Le particulier se doit de mettre en place un dispositif d'assainissement autonome à sa charge en attendant la mise en place du réseau collectif par la commune.

Les propriétaires d'immeubles difficilement raccordables (non gravitaire par exemple) qui doivent se raccorder devront le faire en installant à leurs frais un poste de relèvement individuel adapté, et en prenant en charge les coûts de fonctionnement et d'entretien du poste.

Le raccordement au réseau collectif d'assainissement doit être autorisé par la commune de manière à assurer la conformité des raccordements aux réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées domestiques.

Une taxe de raccordement ou Participation pour Raccordement à l'Egout (*PRE*) ou Participation pour Voirie Nouvelle et Réseau (*PVNR*) peut être fixée par une délibération du conseil municipal et demandée aux usagers si la commune se charge de l'exécution des branchements sur toute l'étendue de la voie publique.

Pour les rejets autres que domestiques dans le réseau d'assainissement communal, une autorisation de rejet doit être établie par la commune selon article L.1331-10 du Code de la santé publique. Une convention de raccordement fixe alors les prescriptions (*limites de rejet, les points de contrôle*) fixées par l'article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

Les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux doivent obligatoirement faire à la collectivité une demande d'autorisation de déversement à l'égout. L'autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter ou des traitements mis en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçues. Cette autorisation de raccordement s'accompagne généralement d'une convention spécifique de déversement.

**NB : Les effluents des exploitations agricoles ne peuvent en aucun cas se déverser dans le réseau collectif de collecte et de traitement des eaux usées.**

Les zones d'assainissement collectif, reprenant pour l'essentiel des secteurs urbanisés déjà desservis, devront être délimitées de manière prudente et en tenant compte des capacités de la commune d'assurer les extensions de réseaux et le traitement des effluents collectés qu'appellera le dépôt de nouvelles demandes d'autorisation de construire.

## ***II.3. L'assainissement non collectif des eaux usées***

### **II.3.a. Contexte réglementaire**

Par défaut, on considère comme assainissement non collectif (souvent dit autonome) tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau public d'assainissement.

L'assainissement autonome est reconnu comme une technique de traitement et d'élimination de la pollution à part entière au même titre que le système collectif mais il reste de **la responsabilité du particulier qui se doit de le maintenir en bon état de fonctionnement.**

La norme AFNOR DTU 64.1 (révisée en mars 2007) définit les dispositifs de référence pour une charge brute de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> soit environ 20 EH (Equivalents Habitants). Au-delà les filières relèvent des articles 9 à 15 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.

L'assainissement autonome connaît depuis quelques années de nombreuses modifications et en particulier une évolution fréquente de la réglementation qui tend à diversifier les techniques de traitement agréées pour une mise en œuvre plus répandue, mieux adaptée et plus efficace. L'assainissement autonome est en effet bien adapté pour un habitat dispersé et rural.

La mise en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) devrait également permettre de généraliser et d'appliquer les solutions d'assainissement autonome.

### II.3.b. Filières techniques de l'assainissement autonome

Au même titre que l'assainissement collectif, l'assainissement autonome vise 2 objectifs essentiels :

- Protéger la santé des individus en évitant la propagation de germes pathogènes par une collecte et une évacuation des eaux usées (*eaux vannes issues des toilettes, eaux de cuisine*),
- Sauvegarder la qualité du milieu naturel et en particulier celle de l'eau grâce à une épuration avant rejet.

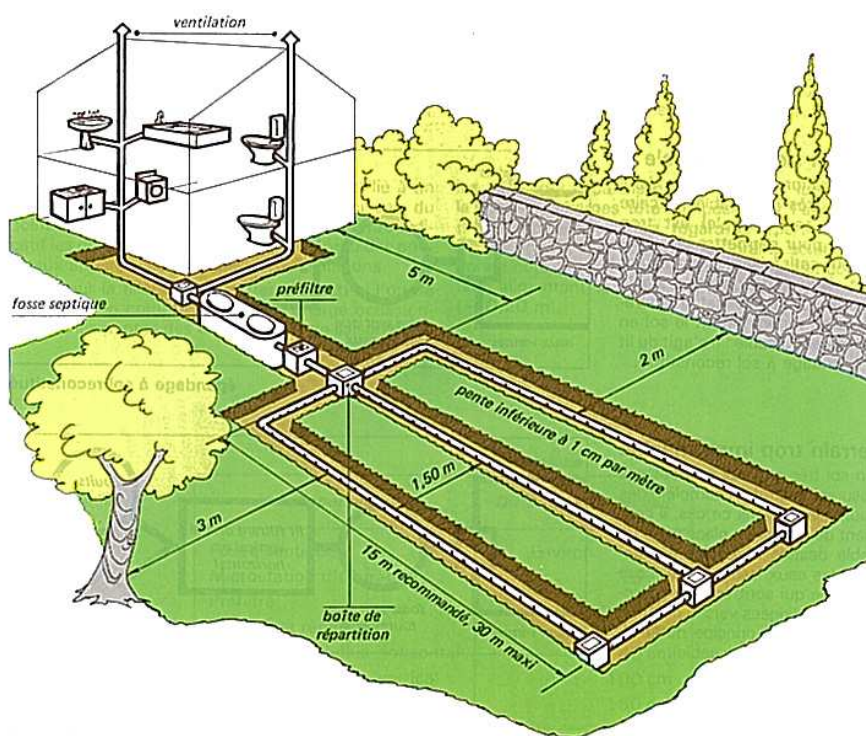
L'assainissement "autonome regroupé" conserve le principe d'assainissement autonome en regroupant plusieurs habitations. Les propriétaires s'entendent alors sur un traitement commun et répartissent les charges financières et d'entretien. Une convention entre les usagers établit alors les règles de fonctionnement.

Les règles de conception et de mise en œuvre sont définies par :

- L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO5/j, incluant également les modalités d'entretien des installations d'assainissement non collectif.
- La norme DTU 64.1 précise les règles de mise en œuvre des ouvrages d'assainissement non collectif.

Les dispositifs d'assainissement individuel comprennent de manière générale :

- **Un prétraitement de décantation et de séparation des matières :** un bac dégraisseur (*facultatif*), une fosse toutes eaux, un préfiltre.
- **Un traitement d'épuration par un épandage souterrain en fonction de la perméabilité du terrain :** tranchées d'infiltration à faible profondeur, lit d'épandage à faible profondeur, filtre à sable drainé (ou non), tertre d'infiltration, lit à massif de zéolite, etc.



Pour la conception des dispositifs d'assainissement autonome, il faut prévoir une emprise qui tient compte du dimensionnement du traitement, mais également de l'impossibilité de mise en place d'un dispositif de traitement à moins de 3 mètres des limites parcellaires, à moins de 5 mètres de tout bâti et à moins de 35 mètres de tous points d'eau (puits, captages...). Cf. figure ci-dessus.

La mise en œuvre de la filière doit permettre un bon écoulement et l'entraînement des matières dans le système avec une pente de 2 à 4 % entre l'entrée des effluents et leur point de rejet en tenant compte des pertes de charges induites par les ouvrages.

Le choix de la filière doit être déterminé par une étude technique individuelle qui permet de connaître la nature du sol, sa perméabilité, la pente du terrain et la surface disponible.

**NB : La configuration des filières d'assainissement autonomes devant être implantées a été expliquée lors du premier dossier d'enquête publique de 2012. A ce titre, les caractéristiques des dispositifs sont consultables en Mairie.**

**De plus, les caractéristiques des dispositifs d'assainissement non collectif classiques (tranchées d'épandage, filtre à sable...) pouvant être installés sont aussi consultables en Mairie dans le premier dossier d'enquête publique ayant été élaboré en 2012.**

**Concernant les dispositifs nouvellement agréés pouvant être installés, la liste mise à jour est disponible sur le site internet élaboré par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et le Ministère des affaires sociales et de la santé suivant :**

[www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/](http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/)

### **II.3.c. Le rejet**

**Le rejet dans le sol par infiltration est préconisé.**

Exceptionnellement, le rejet du dispositif d'assainissement autonome peut être superficiel et doit alors être justifié par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, et respecter les limites de qualité fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 (30 mg/l de MES et 35 mg/l de DBO<sub>5</sub>).

### **II.3.d. Le choix de la filière et le dimensionnement**

Afin de juger de la capacité du sol pour assurer le traitement et l'évacuation des effluents, une bonne connaissance du milieu physique est indispensable au choix d'une filière appropriée. Les contraintes directement liées au milieu physique déterminent la nature des procédés d'épuration. Leur étude permet d'évaluer la sensibilité du milieu récepteur et de fixer les niveaux d'épuration. Les paramètres à étudier particulièrement pour la reconnaissance des sols sont les suivants :

- La perméabilité du sol permet de juger de l'aptitude du sol à l'infiltration et la dispersion des effluents prétraités,
- La profondeur de la nappe d'eau ou les traces d'hydromorphie permettent d'estimer les conditions générales d'infiltration et de protection des eaux souterraines,
- La profondeur du substratum (refus de l'engin) pour apprécier les conditions d'infiltration et les risques de résurgences,
- La pente du terrain sur la parcelle concernée pour déterminer les risques de résurgences et la stabilité du terrain.

L'étude de ces paramètres est bien entendu complétée par l'étude du contexte géologique et pédologique ainsi que la nature et le type des exutoires de proximité. Ces paramètres interviendront dans le dimensionnement et la conception même des ouvrages à mettre pour définir les filières de traitement. Ces critères doivent être étudiés sur chaque parcelle au cas par cas. La faisabilité d'un dispositif d'assainissement autonome dépend également de la charge à traiter qui est fonction de la capacité d'accueil de chaque habitation (nombre de pièces principales) et taux d'occupation de l'immeuble. La commune ou le SPANC doit veiller à la conformité des nouveaux dispositifs par rapport à l'arrêté du 7 septembre 2009 (conception et dimensionnement) et le DTU 64.1 (mise en œuvre).

### **II.3.e. L'entretien**

Une bonne conception et un entretien régulier garantissent l'efficacité du système.

L'entretien comprend :

- ↳ Vérification périodique tous les ans.
- ↳ Vérifier le bon écoulement des canalisations.
- ↳ Vérifier le bon fonctionnement des ventilations.
- ↳ Vérifier l'état des ouvrages (regards de visite secs en bout de drains d'épandage, etc.).

C'est l'utilisateur (le propriétaire occupant ou le locataire si l'habitation est louée) qui doit assurer le bon fonctionnement de son installation.

**NB : L'ensemble des points de contrôle par type d'équipement est listé dans le dossier d'enquête publique consultable en Mairie.**

## **II.4. Le SPANC : Conseil, suivi et contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif**

La commune est tenue d'assurer le conseil et le contrôle des dispositifs d'assainissement autonome par le biais de la mise en place d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et de protéger la salubrité publique.

Les dispositifs existants devront être contrôlés avant le 31 décembre 2012. Les travaux de mise en conformité demandés devront être réalisés dans un délai de 4 ans. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, les actes de ventes devront comprendre en annexe le certificat délivré suite au contrôle du SPANC.

Concernant les demandes de permis de construire en zone d'assainissement non collectif, le dossier doit décrire le dispositif d'assainissement autonome.

Le choix de la filière et son dimensionnement doit s'appuyer sur une étude technique individuelle (*nature du sol, tests de perméabilité, mesure de pente, surface disponible*) que le propriétaire réalise sur sa parcelle.

**Le SPANC apporte une aide précieuse aux usagers pour les conseiller et les orienter vers des professionnels qualifiés pour la conception et la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome fonctionnel et efficace.**

La construction d'un dispositif d'assainissement autonome doit être autorisée et vérifiée avant le recouvrement des ouvrages par la commune ou le SPANC qui délivre au pétitionnaire un certificat de conformité.

### **➤ Les missions du SPANC**

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a instauré l'obligation pour les communes de prendre en charge le contrôle des systèmes d'assainissement autonome. L'article L.224-8 du Code général des collectivités territoriales fixe l'échéance du 31 Décembre 2005 pour mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif. Les modalités d'application de ce contrôle sont fixées par l'arrêté de 7 Septembre 2009 relatif aux modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les missions obligatoires de ce service sont :

- Le contrôle de conception des installations nouvelles lors des permis de construire qui pourra être complété par des études de sols à la parcelle suivi du contrôle de réalisation des nouvelles installations avant leur recouvrement (*filières décrites dans l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions et règles de mise en œuvre fixées par le DTU 64.1*) et la délivrance d'un certificat de conformité,
- Le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes (*vidange périodique, qualité du rejet, dysfonctionnements constatés, état des ouvrages*).
- Vérifier que les installations d'Assainissement Non Collectif ne portent pas atteinte à la salubrité publique ni à la sécurité des personnes, et permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, en identifiant d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

**Ce service assure un conseil aux particuliers pour un usage et une exploitation optimale de leurs dispositifs** et peut proposer aux usagers l'entretien des dispositifs avec l'organisation des vidanges périodiques et les travaux de mise en conformité des ouvrages dans le cadre d'une convention (l'arrêté du 7 Septembre 2009 définit les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'ANC).

Le SPANC peut également s'associer à la charte Qualité (CAPEB 48, Conseil Général, Agence de l'Eau) avec les entreprises susceptibles de réaliser les filières, informer les artisans et les particuliers des techniques et de la réglementation sur l'assainissement autonome.

La nouvelle loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 31 décembre 2006 précise certains points :

- ✎ Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ;
- ✎ Les communes peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif ;
- ✎ Les communes peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif ;
- ✎ En cas de non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur, le propriétaire fait procéder aux travaux prescrits par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa réalisation ;
- ✎ Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation ;

## ***II.5. L'assainissement des eaux pluviales***

Le développement de l'urbanisation et l'imperméabilisation croissante des sols ont fait des eaux pluviales une véritable menace pour de nombreuses collectivités en provoquant de graves inondations. De plus, en ruisselant sur les toits et les chaussées, l'eau de pluie peut se charger en polluants et provoquer des pollutions au milieu naturel.

Le Code civil (*article 641*) prévoit que « tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fond » à condition de ne pas aggraver l'écoulement naturel vers des fonds inférieurs.

L'écoulement sur la voie publique est autorisé, sauf décision contraire du Maire.

La commune a une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier.

La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et la défense contre les inondations peuvent être régies à plusieurs niveaux par :

- un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) visant l'aménagement d'un bassin hydrographique,
- un règlement d'assainissement fixant des conditions de déversement des eaux pluviales dans le réseau public, telles qu'elles peuvent obliger tout constructeur à réaliser et à entretenir sur son terrain des dispositifs destinés à limiter ou à étaler dans le temps les apports pluviaux (récupération des eaux de toitures, incitation aux techniques alternatives),
- le règlement sanitaire départemental en matière d'eaux pluviales avec des obligations de résultats sans prescrire un type d'aménagement particulier,
- les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) constituant des servitudes d'utilité publique avec un règlement précisant les mesures applicables à chacune des zones homogènes soumises à risque,
- le Code de l'environnement appliqué par la Police de l'Eau prévoit des procédures administratives de déclaration ou d'autorisation pour les installations, ouvrages ou travaux susceptibles d'avoir des effets négatifs sur le débit ou la pollution des eaux de ruissellement, au titre de l'article L.214-1 soit des opérations d'aménagement urbain,

- les prescriptions contenues dans les documents d'urbanisme et les autorisations d'urbanisme (permis de construire, autorisation de lotir) visant à favoriser l'infiltration ou le stockage temporaire des eaux pluviales, peuvent s'imposer aux constructeurs et aménageurs publics ou privés,
- les servitudes d'utilité publique peuvent également s'appliquer comme par exemple, le périmètre de protection rapprochée d'un captage qui peut entraîner l'interdiction d'infiltrer, ou une servitude aéronautique qui peut exclure la réalisation de plans d'eau.
- Le zonage d'assainissement.

Ce zonage d'assainissement des eaux pluviales permet de délimiter :

- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (définition d'un pourcentage maximal d'imperméabilisation sur chaque parcelle, création de bassin de rétention ou d'orage pour limiter les crues en faisant une zone tampon...);
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, l'évacuation et, si besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ou à la qualité des cours d'eau.



# Notice explicative du zonage d'assainissement

## **I. DONNEES GENERALES SUR LA COMMUNE**

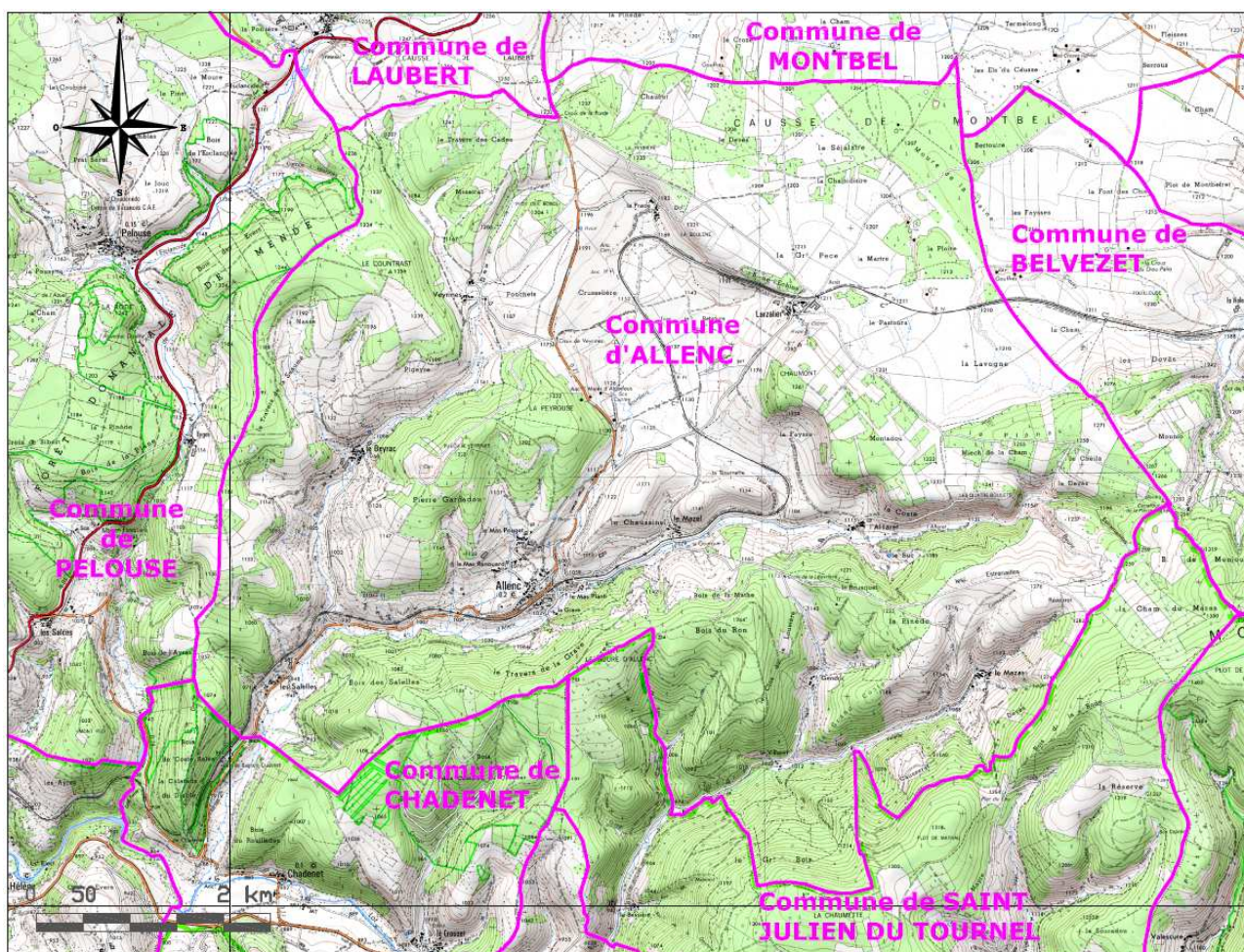
### **I.1. Présentation générale de la commune**

#### **I.1.a. Situation de la commune**

Située dans le département de la Lozère et plus précisément dans la région de la Margeride, la commune d'Allenc est une commune rurale située à environ 13 km à l'Est de Mende, préfecture du département de la Lozère. Cette dernière fait partie du canton du Bleymard qui compte 12 communes et se situe entre le causse de Montbel et la vallée du Lot.

La commune d'Allenc a une superficie de 38,6 km<sup>2</sup> et une population de 228 personnes réparties sur 13 villages ou hameaux.

L'altitude moyenne de la commune est de 1 025 m et le climat est défini par une influence méditerranéenne et continentale.



Carte de situation de la commune d'Allenc

Les communes limitrophes sont :

- Au Nord, Laubert et Montbel ;
- A l'Est, Belvezet ;
- Au Sud, Chadenet et Saint Julien du Tournel ;
- A l'Ouest, Pelouse.



Le territoire communal s'étend sur une superficie de 38,6 km<sup>2</sup> et comprend 13 villages ou hameaux (cf. carte de situation) :

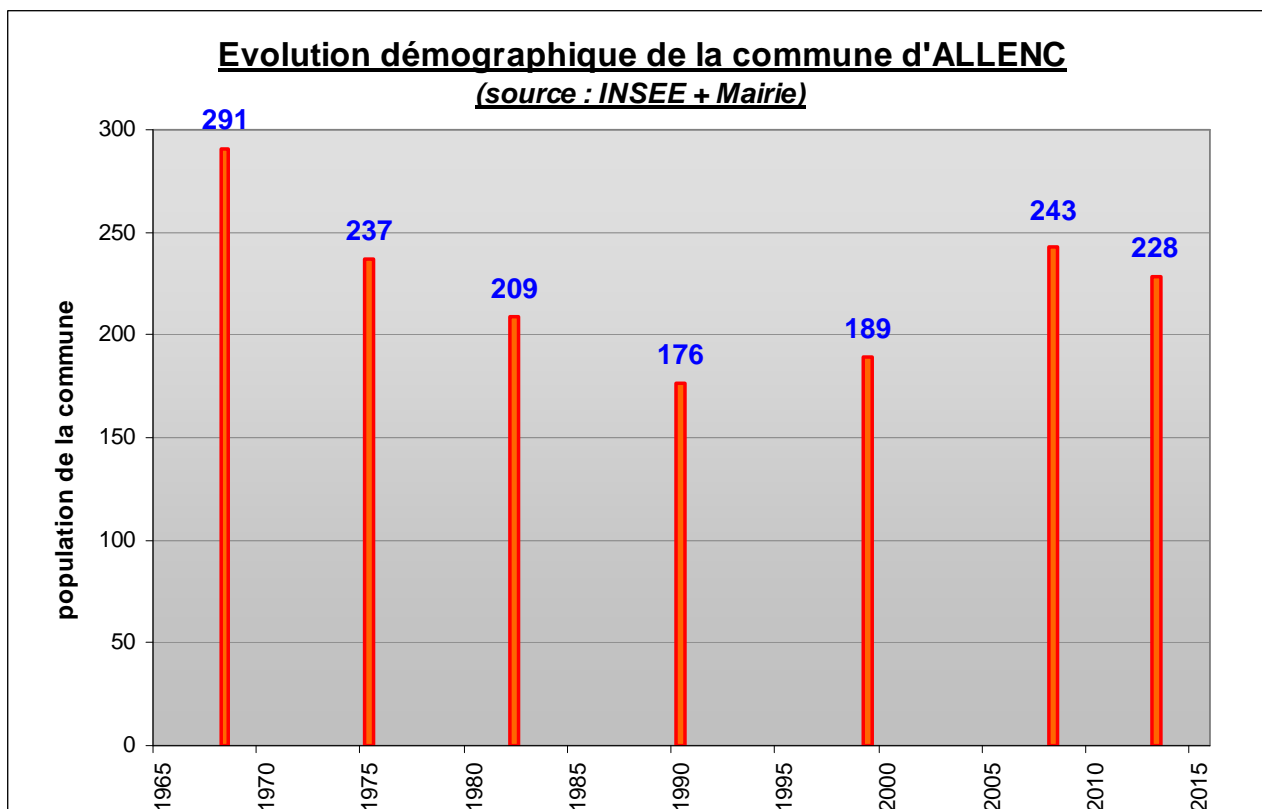
- Allenc ;
- Le Mazel ;
- Combeberti ;
- Les Salelles ;
- Le Beyrac ;
- Veyrines ;
- La Prade ;
- L'Arzalier ;
- L'Altaret ;
- Le Gendric ;
- Le Mazas ;
- Le Villaret ;
- Le Moulin de la Valette.

### I.1.b. Population et habitats

#### ➤ Population :

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	Evolution 1999 - 2013
<b>Population sur l'ensemble de la commune</b>	291	237	209	176	189	243	228	<b>+ 1,5 % annuel</b>

La densité de population est de 5,9 habitants au km<sup>2</sup> alors que la moyenne départementale est de 14,8 hab/km<sup>2</sup>.

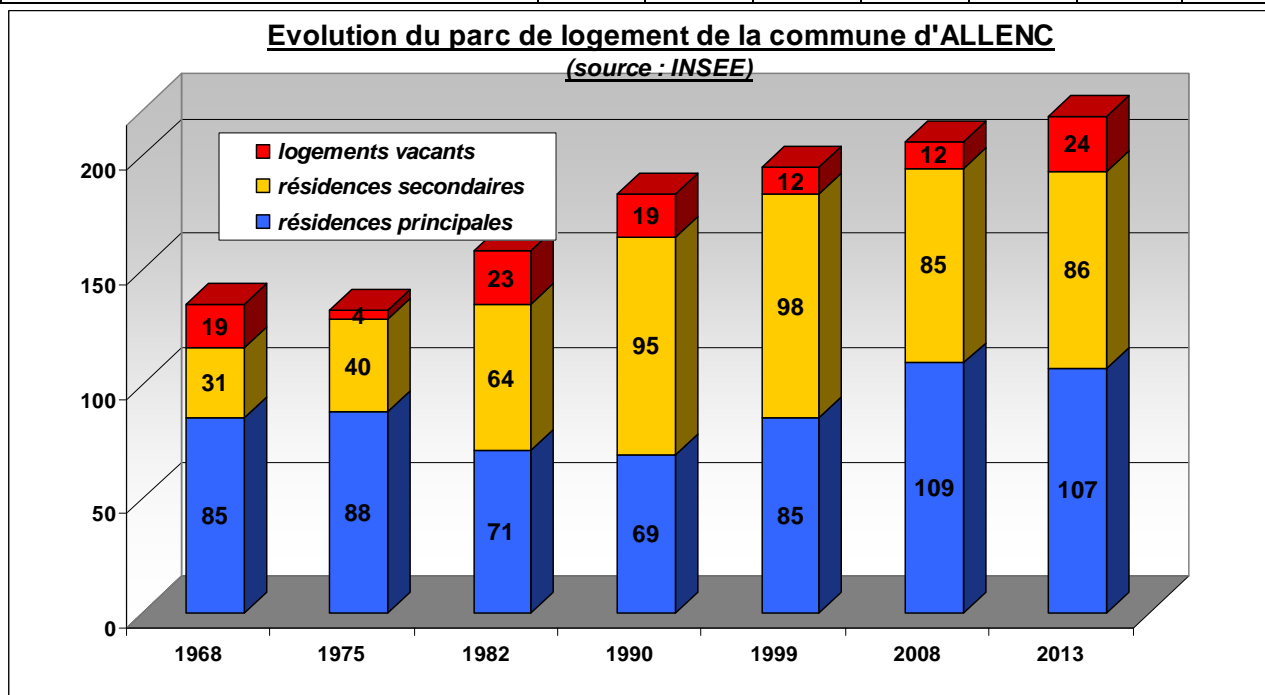


La population communale est relativement dispersée puisque répartie sur 13 hameaux et villages.

➤ Habitat :

Le parc de logement en 2013 comptait 217 habitations dont 107 résidences principales, 86 résidences secondaires et 24 logements vacants.

Données habitat (INSEE)	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
<b>Ensemble du parc de logement</b>	<b>135</b>	<b>132</b>	<b>158</b>	<b>183</b>	<b>195</b>	<b>206</b>	<b>217</b>



L'habitat apparaît ancien puisque 35 % des logements présents sur le territoire communal ont été construits avant 1949.

Le taux d'occupation des logements est d'environ 2,1 habitants par logement, en ce qui concerne l'habitat permanent.

Il est à noter que pour l'année 2013, près de la moitié de l'habitat était constitué de résidences secondaires ou de logements vacants.

➤ Urbanisme :

La commune ne possède ni de Plan Local d'Urbanisme, ni de carte communale. A ce titre, c'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique.

### I.1.c. Activités et sites particuliers

**Deux activités prédominent sur la commune : agricole et touristique.**

➤ **Activités agricoles :**

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie de la commune avec notamment la présence de 14 exploitations agricoles recensées en 2013 (principalement bovins et quelques caprins).

➤ **Tourisme :**

On recense trois gîtes ruraux sur la commune : à Allenc, au Mazel et au Beyrac.

Le site du Vallon du Villaret est un attrait touristique important qui est ouvert de Pâques jusqu'à la Toussaint. Ce site peut accueillir jusqu'à 300 personnes par jour.

➤ **Entreprises – Artisanat :**

Il existe un artisan menuisier sur Allenc. On note également la présence d'une carrière entre le Beyrac et Allenc.

## **I.2. Contexte géologique et hydrogéologique**

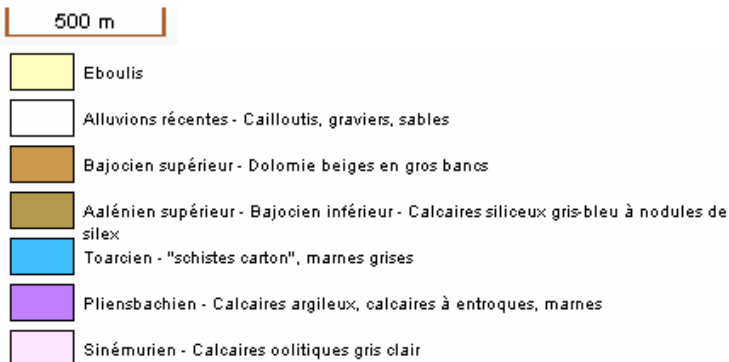
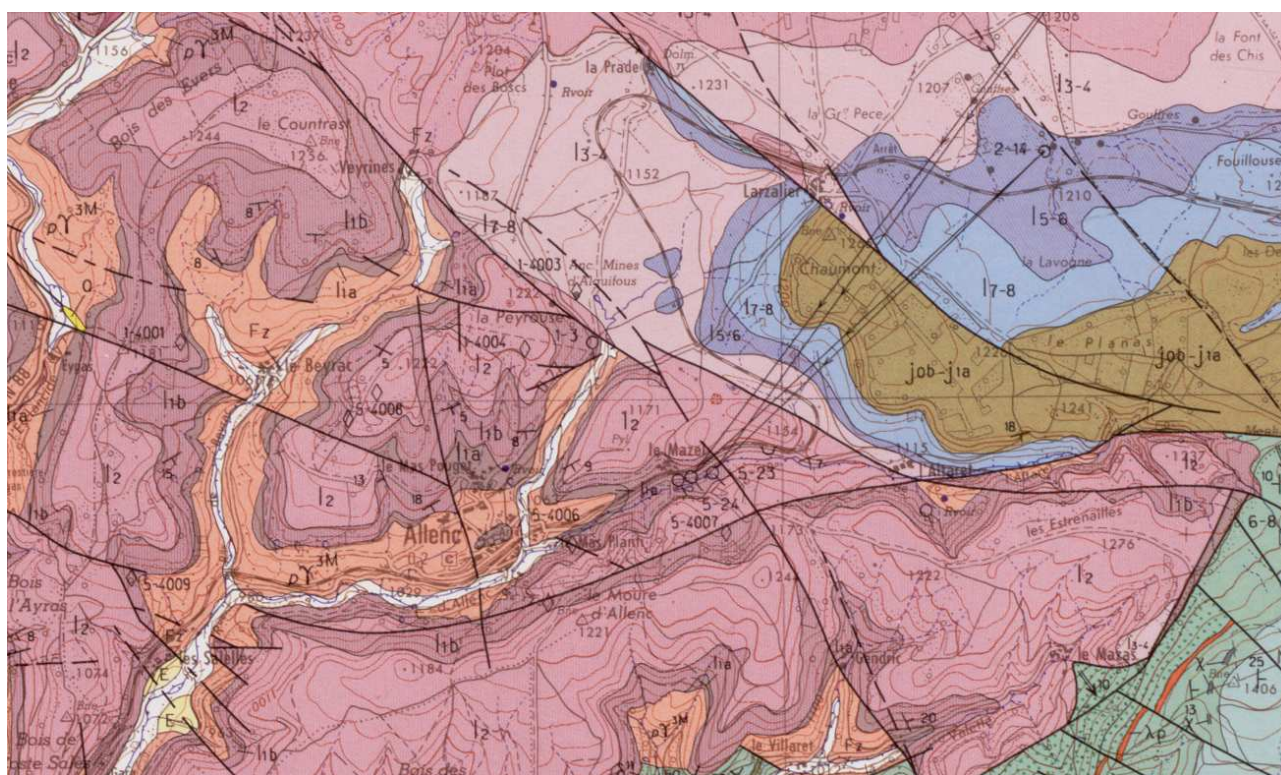
### **I.2.a. Géologie**

D'après la carte au 1/50 000<sup>e</sup> du Bleymard, la texture géologique du territoire communal est très variée. On rencontre trois types de roches : sédimentaires, magmatiques et métamorphiques (cf. carte géologique au 1/50 000<sup>e</sup> ci-après).















Les zones sédimentaires sont majoritairement représentées par des zones de dolomies, avec par endroit des intercalations d'argiles vertes ou de marnes. Du centre vers l'Est de la commune, on observe une zone de calcaire siliceux et marneux. Les alentours de l'Arlazier et de l'Altaret sont marneux.

D'autre part, un complexe granitique s'étend le long du ruisseau d'Allenc au Sud-Ouest de la commune jusqu'à Allenc et le long du ruisseau du Beyrac jusqu'à Veyrines.

Concernant les zones métamorphiques, il y a une petite zone de micaschistes du Villaret à la limite Sud de la commune.



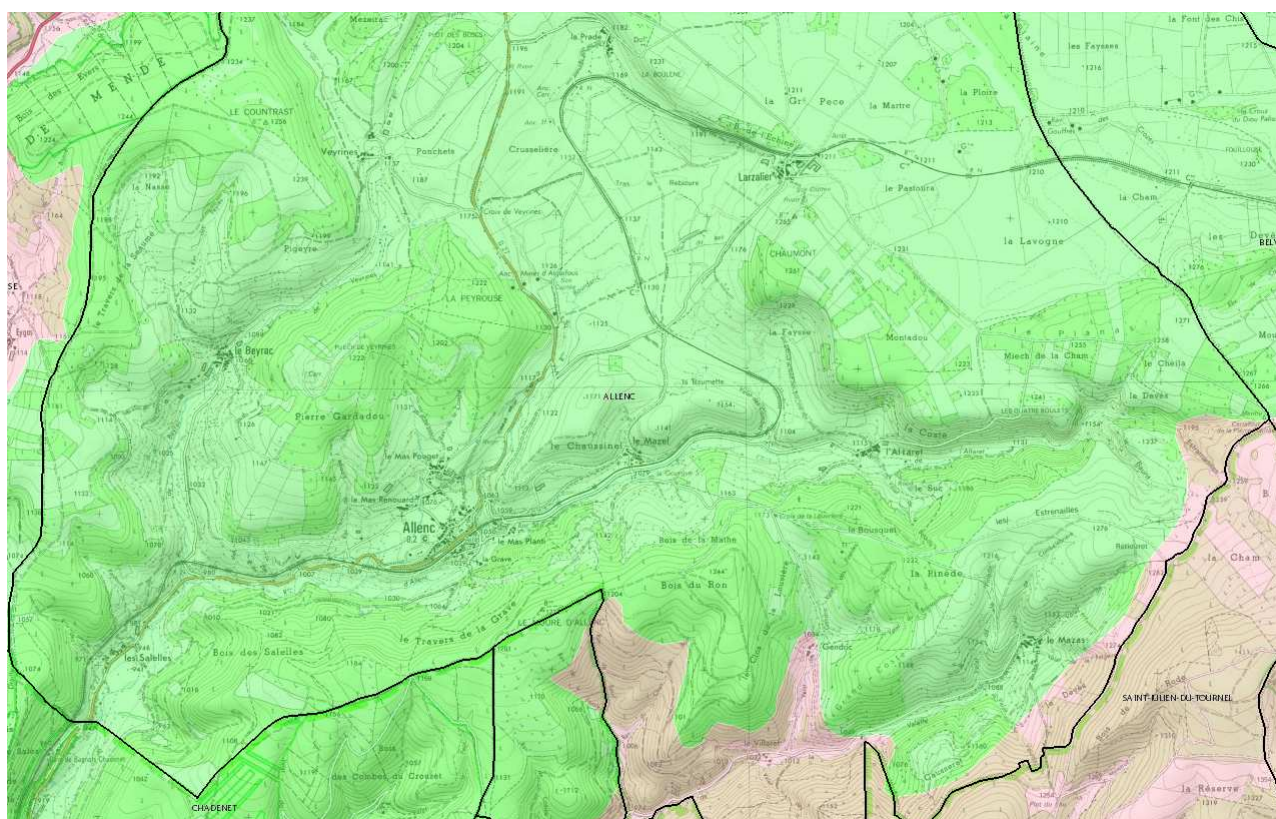








	Hettangien supérieur - Calcaires jaunes en plaquettes avec bancs d'argiles vertes ou bleutées
	Hettangien inférieur - Calcaires dolomitiques ("dolomie capucine"), calcaires sublithographiques
	Hettangien basal (?)
	Schistes sériciteux et chloriteux à albite ocellaire
	Micaschistes phylliteux à cordiérite-andalousite
	Micaschistes et gneiss micro-amygdalaires
	Quartzites noirs graphiteux
	Métarhyolite
	Micaschistes, micaschistes quartzeux et gneiss à cordiérite-andalousite
	Granite de la Margeride - Granite monzonitique à biotite
	Leucogranites et aplites
	Kersantites
	Quartz en filon
	Réseau hydrographique

**Extrait de la carte géologique 1/50 000<sup>e</sup> du Bleymard avec sa légende**

Source : BRGM – InfoTerre

**I.2.b. Hydrogéologie**



	Alluvial
	Dominante sédimentaire
	Edifice volcanique
	Imperméable localement aquifère
	Intensément plissé
	Socle

**Carte des masses d'eaux souterraines de la commune d'Allenc**

Source : BRGM – InfoTerre

### **I.3. Contexte environnemental**

#### **I.3.a. Hydrographie**

Le réseau hydrographique sur la commune est particulièrement dense. On distingue :

- **Le ruisseau de la Valette** où se jettent de nombreux valats : valat de la Pinède, de Combélèbrière, de Larial, de la Felgeire, du Gendric, etc. ;
- **Le ruisseau d'Allenc** qui a pour principal affluent le **ruisseau du Beyrac**, et où se jettent les eaux de différents ruisseaux et valats (ruisseaux de l'Altaret, du Bourdaric, de Veyrines, de Pastouras, etc.).

Tous deux sont affluents du Lot. Le ruisseau de la Valette le rejoint à Bagnols-les-Bains, et le ruisseau d'Allenc à l'aval de Chadenet.

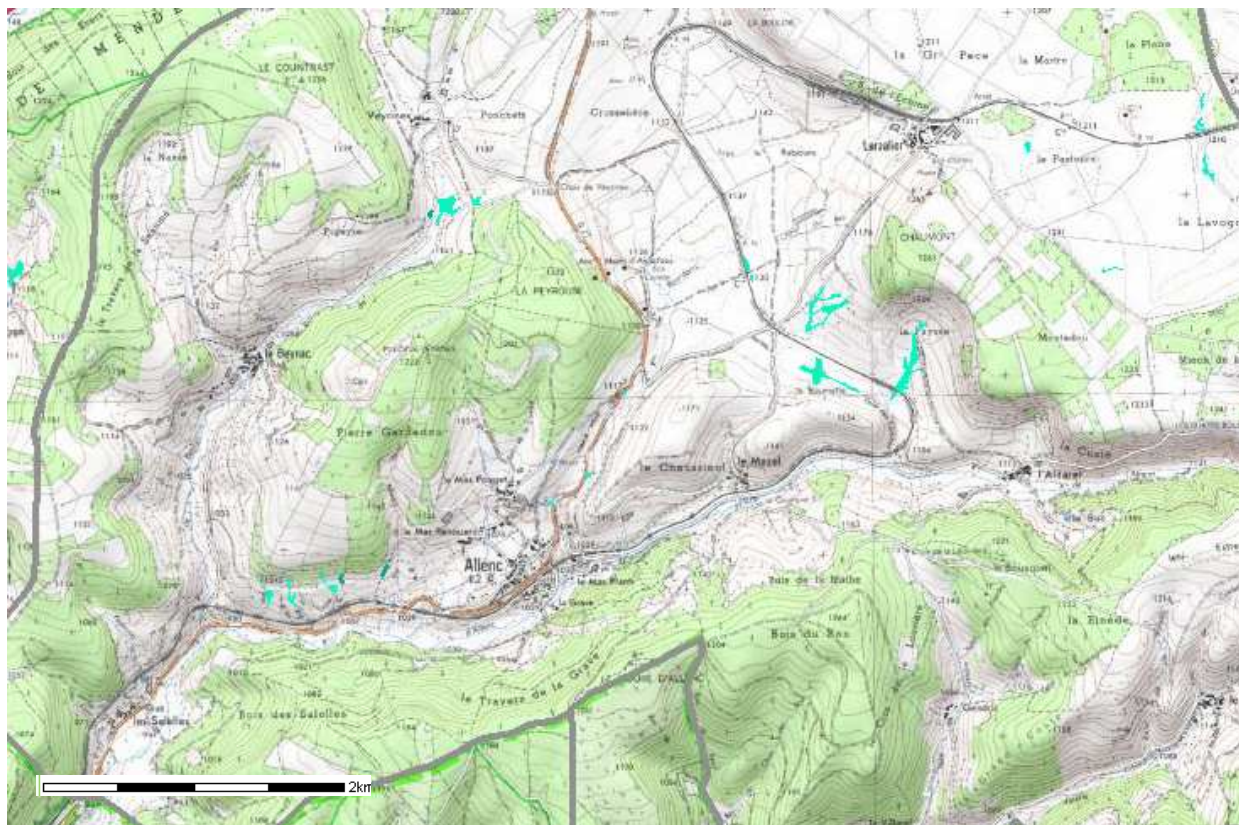
#### **I.3.b. Milieu naturel**

##### ➤ Zones naturelles de protection :

La commune d'Allenc ne possède aucune zone Natura 2000 ou de zone d'intérêts écologiques (ZNIEFF, ZPC, ZPS ou ZICO) sur son territoire.

Aucun espace naturel sensible (ENS) n'a été recensé sur le territoire communal.

Cependant, on recense 22 zones humides alcalines sur tout le territoire communal (voir carte ci-après).



**Carte des zones humides de la commune d'Allenc**

Source : BRGM – InfoTerre

##### • SDAGE-SAGE

La commune est soumise au SDAGE Adour-Garonne qui fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau. De plus, la commune d'Allenc est soumise au SAGE Lot-Amont.

- Plan de prévention des risques

Elle est soumise aux risques de feu de forêt, de mouvement de terrain (éboulements, chutes de pierres et de blocs, et glissement de terrain), et de séisme (zone de sismicité 2).

#### **I.4. Situation actuelle de l'assainissement**

Comme indiqué dans le zonage d'assainissement de 2013, seuls les hameaux des Salelles, du Beyrac, de l'Arzalier, du Mazel et le village d'Allenc sont reliés à un réseau de collecte public d'eaux usées et disposent d'une station d'épuration.

Partout ailleurs, les habitations ne sont pas raccordées au réseau public de collecte des eaux usées et disposent de systèmes d'assainissement de type « individuels ». Aussi, c'est le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) qui réalise les contrôles.

La grande modification faisant l'objet de la révision du zonage d'assainissement porte essentiellement sur le secteur du hameau de Mas Planti.

##### **I.4.a. Le Mas Planti**

Sur le hameau du Mas Planti, le nombre de contrôles effectués par le SPANC sur les habitations existantes à ce jour est de 7 sur les 9 habitations recensées, avec **un taux de non-conformité de 100 %**.

En effet, les diagnostics révèlent les anomalies suivantes sur les dispositifs d'assainissement non collectif ayant été contrôlés :

- Absence totale d'installation sur 2 habitations ;
- Absence de dispositif de traitement sur 5 habitations.

##### **I.4.b. La station d'épuration d'Allenc**

La station d'épuration du bourg d'Allenc possède les caractéristiques suivantes :

Type	Filtre à sable à écoulement vertical drainé
Capacité nominale	120 EH ou 7,2 kg DBO <sub>5</sub>
Charge actuelle moyenne	80 EH ou 4,8 kg DBO <sub>5</sub>
Charge actuelle max (période estivale)	140 EH ou 8,4 kg DBO <sub>5</sub>
Surface de traitement	360 m <sup>2</sup>
Prétraitement	Fosse septique 25 m <sup>3</sup>
Exutoire	Ruisseau d'Allenc

#### **I.5. Projet de raccordement du hameau de Mas Planti**

Au regard du nombre de dispositifs non conforme sur le hameau de Mas Planti et du nombre de terrain constructible sur ce secteur, la commune envisage de raccorder les habitations du hameau du Mas Planti au réseau d'eaux usées existant du hameau du Mas.

En effet, cette opération nécessite la pose d'une canalisation PVC DN 200 sur environ 550 ml.

A ce titre, la commune souhaite intégrer le hameau du Mas Planti à la zone d'assainissement collectif.



## **II. MODIFICATIONS APPORTEES AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

### **II.1. Zones en Assainissement collectif**

Sur ces zones, la commune s'engage à assurer la collecte et le traitement des eaux usées mais sans obligation de délai quant à la réalisation et la mise en service des ouvrages d'assainissement collectif.

#### **II.1.a. Le village d'Allenc**

La population du village d'Allenc est répartie sur plusieurs hameaux :

- Le Puech ;
- Le Mas ;
- Mas Planti ;
- Croix de Comte ;
- Mas Renouard ;
- Mas Pouget.

Les zones d'assainissement collectif ayant été définies dans le premier zonage d'assainissement restent inchangées pour les hameaux du Mas, de la Croix de Comte, du Mas Renouard et du Mas Pouget.

A ce titre, **les hameaux de la Croix de Comte, du Mas Pouget et du Mas Renouard restent en zone d'assainissement non collectif et le hameau du Mas reste en zone d'assainissement collectif** comme défini lors du premier zonage d'assainissement de 2012.

#### **➤ Modifications de la zone d'assainissement collectif :**

En revanche, sur le hameau de Mas Planti, étant donné :

- la possibilité du raccordement gravitaire du hameau de Mas Planti au réseau d'eaux usées existant situé au hameau du Mas (création d'un réseau de transfert peu important et capacité suffisante de la station d'épuration),
- le nombre de dispositif d'assainissement non collectif en situation non conforme au niveau du hameau de Mas Planti induisant un flux de pollution diffus,
- la difficulté d'implanter des dispositifs d'assainissement autonomes (habitat resserré avec peu de surface disponible),

La commune d'Allenc souhaite intégrer **le hameau de Mas Planti à la zone d'assainissement collectif** déjà existante du village d'Allenc.

Par ailleurs, afin de mettre en adéquation le futur zonage d'assainissement avec le devenir des parcelles, la commune profite de cette révision du zonage d'assainissement pour intégrer quatre parcelles supplémentaires situées au hameau du Puech à la zone d'assainissement collectif définies lors du zonage de 2012.

En effet, les habitations situées sur les parcelles 65 ; 66 et 67 (section YP) sont déjà raccordées au réseau d'eaux usées existant. De plus, la parcelle 257 (section YP) s'avère constructible et a fait l'objet d'une demande de certificat d'urbanisme.

Aussi, **les parcelles 65, 66, 67 et 257 (section YP)** sont intégrées à **la zone d'assainissement collectif du hameau du Puech.**

### **II.1.b. Hameau des Salelles**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau des Salelles reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'absence de changement sur ce secteur.

En conséquence, **le hameau des Salelles restera en zone d'assainissement collectif sur les secteurs raccordés au réseau public existant.**

*Par défaut les secteurs non situés en zone d'assainissement collectif seront en zone d'assainissement non collectif et devront avoir des dispositifs d'assainissement autonome conformes aux exigences réglementaires. Les secteurs concernés bénéficient de surfaces suffisantes pour la mise en place d'un assainissement non collectif aux normes.*

### **II.1.c. Hameau du Beyrac**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Beyrac reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'absence de changement sur ce secteur.

En conséquence, **le hameau du Beyrac restera en zone d'assainissement collectif sur les secteurs raccordés au réseau public existant.**

*Par défaut les secteurs non situés en zone d'assainissement collectif seront en zone d'assainissement non collectif et devront avoir des dispositifs d'assainissement autonome conformes aux exigences réglementaires. Les secteurs concernés bénéficient de surfaces suffisantes pour la mise en place d'un assainissement non collectif aux normes.*

### **II.1.d. Hameau de l'Arzalier**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau de l'Arzalier reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'absence de changement sur ce secteur.

En conséquence, **le hameau de l'Arzalier restera en zone d'assainissement collectif sur les secteurs raccordés au réseau public existant.**

*Par défaut les secteurs non situés en zone d'assainissement collectif seront en zone d'assainissement non collectif et devront avoir des dispositifs d'assainissement autonome conformes aux exigences réglementaires. Les secteurs concernés bénéficient de surfaces suffisantes pour la mise en place d'un assainissement non collectif aux normes.*

### **II.1.e. Hameau du Mazel**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Mazel reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'absence de changement sur ce secteur.

En conséquence, **le hameau du Mazel restera en zone d'assainissement collectif sur les secteurs raccordés au réseau public existant.**

*Par défaut les secteurs non situés en zone d'assainissement collectif seront en zone d'assainissement non collectif et devront avoir des dispositifs d'assainissement autonome conformes aux exigences réglementaires. Les secteurs concernés bénéficient de surfaces suffisantes pour la mise en place d'un assainissement non collectif aux normes.*



## **II.2. Incidences des modifications sur la station d'épuration d'Allenc**

Afin de pouvoir déterminer la possibilité du raccordement des habitations du hameau du Mas Planti, il est utile de connaître la charge organique théorique entrante à la station d'épuration d'Allenc.

Pour cela, la Mairie a déterminé par recensement les populations raccordées à la station d'épuration d'Allenc suivantes :

Hameau raccordé à la STEP	Résidences raccordées		Population raccordée	
	Résidences Principales	Résidences Secondaires	Population Permanente	Population Saisonnière
Village	13	19	34	35
Le Puech	2	6	5	5
Le Mas	4	13	12	25
<b>Raccordé actuellement</b>	<b>19</b>	<b>38</b>	<b>51</b>	<b>65</b>
Mas Planti	5	4	9	8
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>42</b>	<b>60</b>	<b>73</b>

### **➤ Charge organique entrante actuelle :**

*Par retour d'expérience, on peut avancer qu'en zone rurale, la pollution organique rejetée par un habitant est d'environ 50 g DBO<sub>5</sub>/hab.*

Actuellement, la charge entrante à la station d'épuration est de :

- Période creuse (51 personnes raccordées) =>  $51 \times 0,05 = 2,55 \text{ kg de DBO}_5/\text{j}$
- Période estivale (51+65=124 personnes raccordées) =>  $124 \times 0,05 = 6,2 \text{ kg de DBO}_5/\text{j}$

### **➤ Charge organique entrante future :**

Une fois que le projet de raccordement du hameau du Mas Planti sera réalisé, la charge entrante à la station d'épuration sera de :

- Période creuse (60 personnes raccordées) =>  $60 \times 0,05 = 3,0 \text{ kg de DBO}_5/\text{j}$
- Période estivale (60+73=133 personnes raccordées) =>  $133 \times 0,05 = 6,65 \text{ kg de DBO}_5/\text{j}$

On observe que la capacité nominale de la station d'épuration est de 7,2 kg DBO<sub>5</sub>/j (cf I.4.b). Aussi, la station d'épuration d'Allenc est en mesure d'accepter et de traiter la charge de pollution supplémentaire générée par le projet de raccordement du hameau de Mas Planti.

## **II.3. Zones en assainissement non collectif**

Dans le cadre du fonctionnement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), compétence exercée par la Communauté de Communes de Villefort (suite à la loi Notre et la fusion des communautés de Communes au 01/01/2017), une partie des installations présentes sur la commune d'Allenc ont été contrôlées. Aussi, les diagnostics effectués montrent que de nombreuses installations d'assainissement non collectif n'apparaissent pas conformes à la réglementation.

A ce titre, les habitations situées en zones en assainissement non collectif devront se pourvoir d'un dispositif de traitement conforme à l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif. Il leur faudra donc mettre en place ou modifier leur installation avec un dispositif d'assainissement autonome comportant un système de prétraitement et un système de traitement (par exemple par filtration avec drains d'épandage).

### **II.3.a. Village d'Allenc**

Dans le cadre de la révision n°1 du zonage d'assainissement, seul le hameau du Mas Planti est intégré à la zone d'assainissement collectif. Le reste s'avère inchangé.

En effet, étant donné l'augmentation du nombre de construction sur le hameau, l'augmentation du taux d'habitation principale, les problèmes de contraintes pour l'implantation de dispositif d'assainissement autonome (habitat resserré avec peu de place disponible) et la possibilité du raccordement de manière gravitaire des habitations au réseau d'eaux usées existant (réseau de transfert peu important), la commune décide d'intégrer le hameau du Mas Planti à la zone d'assainissement collectif.

Le reste n'est pas modifié et les autres hameaux du village d'Allenc non desservis par le réseau existant sont les suivants :

- La Croix de Comte ;
- Mas Renouard ;
- Mas Pouget.

**Les hameaux de la Croix de Comte, du Mas Pouget et du Mas Renouard resteront en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.b. Hameau de l'Altaret**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau de l'Altaret reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'investissement (réseau et station d'épuration) considérable au regard de la population.

En conséquence, **le hameau de l'Altaret restera en zone d'assainissement non collectif.**

*En revanche, comme il avait été préconisé dans le premier zonage d'assainissement, les habitations raccordées au réseau pluvial devront s'en déconnecter et se doter d'une filière d'assainissement non collectif complète.*

### **II.3.c. Hameau du Mazas**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Mazas reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné la très faible densité de l'habitat et l'absence de contrainte pour l'implantation de dispositif d'assainissement non collectif.

En conséquence, **le hameau du Mazas restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.d. Hameau de Combeberti**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau de Combeberti reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné l'investissement trop important au regard de la faible population et l'absence de contrainte pour l'implantation de dispositif d'assainissement non collectif.

En conséquence, **le hameau de Combeberti restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.e. Hameau de Veyrines**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau de Veyrines reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné la faible population et la dispersion de l'habitat.

En conséquence, **le hameau de Veyrines restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.f. Hameau de la Prade**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau de la Prade reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné la très faible population.

En conséquence, **le hameau de la Prade restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.g. Hameau du Gendric**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Gendric reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné la très faible densité de population.

En conséquence, **le hameau du Gendric restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.h. Hameau du Moulin de la Valette**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Moulin de la Valette reste inchangé dans le dossier de révision n°1 étant donné la très faible densité de population.

En conséquence, **le hameau du Moulin de la Valette restera en zone d'assainissement non collectif.**

### **II.3.i. Hameau du Villaret**

Le zonage d'assainissement des eaux usées sur le hameau du Villaret reste inchangé dans le dossier de révision n°1.

En conséquence, **le hameau du Villaret restera en zone d'assainissement non collectif.**

## **III. CARTES DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES**

Suite aux modifications du zonage d'assainissement des eaux usées proposées dans le paragraphe précédent sur le secteur du village d'Allenc, la carte relative à ce secteur est présentée en annexe de cette présente notice (voir annexe 1 : carte du village d'Allenc - révision n°1 zonage d'assainissement au 1/3000°).

Les cartes correspondantes aux autres secteurs de la commune d'Allenc élaborées dans le cadre du zonage d'assainissement de 2012 restent inchangées. A ce titre, elles ne sont pas reprises dans ce dossier mais restent disponibles et consultables en Mairie.

### **► Assainissement collectif :**

A partir des solutions proposées dans le schéma directeur d'assainissement de 2012 ainsi que des modifications proposées dans ce rapport (parcelles situées au hameau du Puech ainsi que le hameau du Mas Planti), il a été convenu pour la commune d'ALLENCE que les zones d'assainissement collectif seraient limitées aux secteurs suivants :

- Le village d'Allenc : parties actuellement raccordées (Le Puech, Le Mas, y compris les parcelles YP 65-66-67 et 257) et le hameau du Mas Planti (parties prochainement raccordées dans le futur) ;
- Hameau des Salelles (parties actuellement raccordées) ;
- Hameau de L'Arzalier ;
- Hameau du Beyrac (parties actuellement raccordées) ;
- Le Mazel.

**► Assainissement non collectif :**

Par défaut, le reste du territoire communal est en zone d'assainissement non collectif. Ceci concerne donc les secteurs d'habitations et hameaux ci-dessous :

- Le village d'Allenc (parties situées hors de la zone d'assainissement collectif : Croix de Comte, Mas Renouard, Mas Pouget) ;
- Combeberti ;
- Veyrines ;
- La Prade ;
- L'Altaret ;
- Le Gendric ;
- Le Moulin de la Valette ;
- Le Villaret ;
- Le Mazas.

## **IV. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES**

Aucun zonage des eaux pluviales n'avait été élaboré suite à la première enquête publique de zonage d'assainissement de 2013.

Depuis l'enquête publique, aucune modification notable ne pouvant entraîner un impact sur la problématique de gestion des eaux pluviales n'est survenue sur la commune d'Allenc.

A ce titre, **aucun zonage des eaux pluviales n'est élaboré dans la présente révision n°1 du zonage d'assainissement.**

### **IV.1. Problématique de gestion quantitative des eaux pluviales**

Sur l'ensemble de la commune, on remarque une très faible imperméabilisation des surfaces naturelles du fait d'une ruralité très marquée. Au sein des hameaux, les eaux pluviales sont parfois collectées dans des réseaux qui semblent suffisamment dimensionnés. En dehors des hameaux, les eaux de ruissellement s'écoulent librement selon les lignes de plus fortes pentes.

Ainsi, aucun aménagement de ralentissement ou de stockage des eaux de ruissellement n'est nécessaire car les écoulements sont très peu artificialisés et aucun dysfonctionnement important n'a été mis en évidence.

**Aucune mesure pour limiter d'imperméabilisation ne semble nécessaire car les eaux de pluie ruissellent naturellement et très peu de surfaces sont imperméabilisées actuellement. La problématique inondation est donc très limitée sur la commune d'Allenc.**

### **IV.2. Problématique de gestion qualitative des eaux pluviales**

En l'absence d'activité industrielle, le risque de pollution des eaux de ruissellement à Allenc se limite aux déjections des animaux sauvages et d'élevage, aux acides humiques issus de la décomposition des débris végétaux, aux dépôts sur la chaussée qui seront lessivés pendant les pluies.

Certaines pollutions agricoles pourraient également survenir, notamment pour des exploitations avec des effluents stockés sous forme de fumier. D'une manière générale, ces zones de stockage de matières organiques sont néanmoins susceptibles de générer une contamination du milieu récepteur naturel par transfert (écoulements, déversements), notamment avec des flux de pollution azotée.

**Sur la commune d'Allenc, les activités recensées n'impliquent pas de traitement des eaux pluviales avant leur rejet vers le milieu naturel.**

### **IV.3. Choix du zonage d'assainissement des eaux pluviales**

**Aucun zonage n'a été préconisé pour la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif** car Allenc est une commune rurale, avec peu d'imperméabilisation des surfaces naturelles et une très faible pollution potentielle des eaux de ruissellement.

## **Conclusion**

La suite de l'étude concernant la révision du zonage d'assainissement existant consiste en une enquête publique sur le choix du zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Le dossier d'enquête publique réunit cette notice explicative du choix du zonage d'assainissement ainsi que la carte de délimitation de la zone collective au niveau du village d'Allenc (les autres cartes restant inchangées). Ce zonage définit, pour chaque secteur d'habitation, un mode d'assainissement des eaux usées (collectif ou non collectif) et des eaux pluviales en fonction des contraintes techniques, économiques et des choix du conseil municipal.

Par défaut, toutes les parcelles situées hors des zones délimitées en Assainissement Collectif sont dans une zone d'Assainissement Non Collectif.

La commune a choisi le zonage d'assainissement de chaque hameau en fonction :

- de ses perspectives d'évolution,
- du confort de ses habitants,
- de la charge financière, pour la commune, des investissements et de l'exploitation des dispositifs de collecte et de traitement des zones en assainissement collectif,
- de la charge financière, pour les particuliers, des investissements et de l'exploitation des dispositifs de traitement des zones en assainissement non collectif,
- des priorités et des responsabilités environnementales et sanitaires de la commune ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal a décidé de retenir :

- En zones d'assainissement collectif : le village d'Allenc : hameaux du Puech, du Mas et du Mas Planti (parcelles actuellement desservies par le réseau existant et situées sur ou à proximité du tracé du réseau et du futur réseau), ainsi que les hameaux des Salelles, du Beyrac, de l'Arzalier et du Mazel ;
- En zones d'assainissement non collectif tous les autres secteurs, à savoir : les autres secteurs du Village d'Allenc : hameau de la Croix de Comte, du Mas Renouard et du Mas Pouget, ainsi que les hameaux de Combeberti, de Veyrines, de la Prade, de l'Altaret, du Gendric, du Mazas, du Moulin de la Valette et du Villaret ;
- Aucune préconisation concernant la gestion des eaux pluviales, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Suite à cette enquête publique et en fonction des remarques des habitants, inventoriées dans le rapport du commissaire enquêteur, cette révision n°1 du Zonage d'Assainissement pourra être approuvée et validée par le conseil municipal de manière définitive et sera annexée aux documents d'urbanisme de la commune d'Allenc où figure le zonage d'assainissement initial approuvé en 2013.

## *Annexes*

### **I. CARTE RELATIVE A LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DU SECTEUR DU VILLAGE D'ALLENÇ**

## **II. DELIBERATION DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DE LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

### **III. DECISION RENDUE PAR L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR L'EXAMEN AU CAS PAR CAS**